

Pacifique. Je sais ce qu'il adviendra de votre vote. Aussitôt les bulletins comptés, on ira les enterrer aux archives, ce vaste édifice nouveau, et le plébiscite sera relégué aux oubliettes. On peut être certain que le Gouvernement ne mentionnera jamais ce plébiscite sur la conscription. On n'en entendra plus parler.

Le premier ministre a prononcé un magnifique discours l'autre jour. Je n'en ai pas entendu de meilleur depuis cette époque lointaine où il fréquentait l'université et où les orateurs de tous pays en faveur de la tempérance venaient parler chaque semaine dans la ville de Toronto. Nous avons entendu beaucoup de discours à cette époque, à Massey Hall, qui venait alors d'être construite. Ces discours prononcés à Massey Hall n'étaient pas meilleurs que celui que nous avons entendu ici l'autre jour. S'il s'agissait tout simplement de savoir qui doit signer l'engagement, ce serait différent. Mais il y a plus. Les électeurs en savent plus long que nous. Ils ne se laisseront pas tromper; ils ne consentiront pas à être induits en erreur par les membres du Parlement ou par qui que ce soit. Beaucoup d'entre eux ne voteront pas. Un grand nombre de bulletins seront détériorés. Personne n'y comprend rien. Que la Chambre passe des journées entières à discuter sur des questions d'intérêt purement académique et ainsi de suite, quand l'ennemi est maître du Pacifique et qu'il acquerra peut-être la maîtrise de l'Atlantique, c'est là, de l'avis d'un grand nombre de personnes, une insulte aux électeurs du pays.

J'ignore ce qui en serait de nous si ce n'était de la Russie. Nos meilleurs amis ont été les généraux Janvier et Février. Si ce n'eût été de ces deux généraux dans le conflit germano-russe, nous ne savons pas ce qui en serait actuellement de l'Empire britannique. Ces deux généraux sont cette année encore les meilleurs amis que les citoyens de la Colombie-Britannique aient jamais eus. Ils ont sauvé cette province après Pearl Harbour. Ils lui ont fourni l'occasion de se concerter et de commencer à s'armer.

Je proteste contre ce projet de loi et si je puis trouver quelqu'un pour m'appuyer je proposerai le renvoi à six mois lors de la troisième lecture. J'estime que l'occasion devrait être fournie aux plus humbles députés de cette Chambre de faire porter le blâme là où il appartient, c'est-à-dire sur le Gouvernement.

Les honorables vis-à-vis n'ont présenté cette mesure que pour jeter un écran de fumée sur les erreurs commises dans le Pacifique, à Singapour, à Hong-Kong et ailleurs. Le premier ministre n'a-t-il pas cru devoir affirmer

l'autre soir qu'il envisageait d'autres Hong-Kong à la douzaine en songeant à envoyer, sans consultation préalable des autorités militaires, des troupes dans les territoires adjacents au nôtre, à Seattle, aux îles Aléoutiennes et ailleurs, où il ne se trouve pas d'objectifs militaires? Et ceci s'accomplirait par des politiciens qui passeraient par dessus la tête des autorités militaires, et contrairement à sa stratégie et à l'ordre de préséance établis par le premier ministre de Grande-Bretagne. Je proteste là-contre.

Mes électeurs pourront voter comme ils l'entendront. Ils savent mieux que moi comment voter. Deux cabinets se sont rendus dans ma circonscription en 1934. Le cabinet fédéral s'y est transporté lors de l'élection complémentaire en 1934, et le cabinet provincial de l'Ontario s'y est aussi rendu. Les ministres s'y sont tous montrés et j'ai été heureux de les voir. La population de Toronto sait comment voter sans que j'aie à le lui indiquer. Je crois savoir comment elle votera. Elle jettera les bulletins de vote à la face du Gouvernement en lui disant: "C'est vous qui avez été élus, pour faire la guerre, et non pas nous; poursuivez votre tâche; tant que vous constituerez le Gouvernement du jour, c'est à vous qu'il incombera d'assurer un magnifique effort de guerre et une direction renouvelée".

L'hon. M. CRERAR: J'ai une proposition à faire au comité. Depuis huit heures, la discussion a pris un caractère général qui aurait été parfaitement approprié lors de la deuxième lecture du bill. Nous siégeons actuellement en comité pour l'étude du bill article par article. Si nous continuons à discuter comme l'ont fait l'honorable député de Témiscouata (M. Pouliot) et l'honorable député de Broadview (M. Church), la discussion pourrait ne plus finir. Je suis porté à croire que le débat est en bonne partie irrégulier. J'estime que nous abattrions plus de besogne en limitant la discussion à chaque article du bill au fur et à mesure de l'examen.

M. CHURCH: Un député ne devrait pas être une machine à voter.

M. le PRÉSIDENT SUPPLÉANT (M. McCann): Il a été entendu cet après-midi, si j'ai bien compris, que sur l'article 2 la discussion serait générale, mais que sur les autres articles, il faudrait s'en tenir à l'article à l'étude.

L'hon. M. HANSON: Vous avez raison, monsieur le président. Ce fut là l'entente et l'honorable député qui est leader de la chambre n'est pas au point. De plus, s'il désirait faire les remarques qu'il vient de mentionner, il aurait dû les faire auparavant.